



Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Convention de Délégation de Service Public (DSP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SOMIMON - Avenant n°14 - Conception et exploitation d'un entrepôt de logistique urbaine multi produits de livraison en ville - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Les Marchés d'Intérêt National (MIN) sont des outils issus de la volonté de l'Etat et destinés à organiser la confrontation offre/demande alimentaire entre professionnels afin de limiter les situations d'ententes et/ou de positions dominantes au détriment des producteurs et consommateurs. C'est un outil essentiel de l'approvisionnement et de la résilience du territoire.

Le MIN est un acteur structurant du système alimentaire du territoire. Il favorise la production locale et le juste prix, il permet aux producteurs de vendre leurs produits avec une marge correcte tout en assurant un prix de vente raisonnable pour le consommateur. Basé sur une emprise foncière de 9,5 ha, à la sortie immédiate de l'autoroute et à proximité du centre-ville, le MIN est un site clé pour la logistique dans le Schéma Directeur de la Logistique Urbaine (SDLU), voté en janvier 2020. Le plan de Déplacement Urbain souligne que le MIN *permet une desserte pertinente (y compris en véhicules électriques) des zones à forte densité commerciale... parfaitement accessible depuis l'extérieur de la ville et directement connecté au centre-ville ; son rôle doit être conforté y compris en veillant à optimiser sa desserte par le fer et le tramway, etc. ».*

Aux termes d'une convention du 23 octobre 1968 approuvée par le Préfet de l'Hérault le 26 Novembre 1968, la Ville de Montpellier a concédé à la Société d'Economie Mixte du Marché d'Intérêt National de Montpellier (SOMIMON), la gestion et l'exécution des travaux d'extension du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public (DSP). Suivant les délibérations en date du 22 octobre 2002 et du 20 mai 2003, la Ville de Montpellier a transféré le MIN à la Communauté d'agglomération devenue Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention, modifiée depuis par treize avenants, arrive à expiration le 31 décembre 2028.

La collectivité souhaitant favoriser le développement d'une logistique du dernier kilomètre, répondant à ses attentes, tout en maintenant un prix juste, propose de répondre favorablement à la proposition de la SOMIMON de lui déléguer l'accueil de plusieurs transporteurs sur un entrepôt partagé dit « *quai mutualisé* » dans la limite des surfaces disponibles et leur offrant des conditions d'exploitation :

- Autorisant une concurrence équitable dans le respect des orientations fixées par la collectivité et de la réglementation s'appliquant sur le MIN ;
- L'opportunité d'y massifier les marchandises et donc d'y optimiser la livraison du dernier kilomètre ;
- Favorisant une diversité des modes de livraison.

La Fédération Nationale des Transporteurs Routiers d'Occitanie est associée à la phase de concertation.

Le montant prévisionnel de l'ensemble des coûts d'étude, de concertation, d'investissement s'élève à 10 000 € et seront supportés par la SOMIMON qui se rémunérera auprès des transporteurs retenus pour exploiter le « *quai mutualisé* ».

Il convient de conclure un avenant n°14 sur le fondement des articles L.3135-1 et R.3135-8 du Code de la commande publique.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°14 au contrat de DSP relatif à l'exploitation du MIN ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-233629-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Avenant 14 quai mutualise.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.